



PANORAMA DE PRESSE

05/05/2009

CGT

Sommaire

Syndicalisme (5 Documents)

20 Minutes - 04/05/2009 - [Les syndicats, indispensables mais affaiblis \(405 mots\)](#)

La crise les a remis sur le devant de la scène. Les syndicats ont-ils pour autant bonne presse auprès des Français ? C'est ce qu'ont voulu savoir 20 Minutes et France Info, grâce à un sondage réal...

L'Humanité - 05/05/2009 - [Syndicats, un rôle reconnu face à la crise \(623 mots\)](#)

Sondage . Les Français ont une bonne opinion des syndicats, selon une enquête Obea-Infraforce. Ils considèrent la CGT comme la plus active.

Le Figaro Economie (matin) - 05/05/2009 - [Les syndicats cherchent à construire l'après-1er Mai \(242 mots\)](#)

Après une mobilisation cinq à dix fois plus forte qu'un 1er Mai habituel, mais deux à trois fois moins importante que le 29 janvier et le 19 mars, les syndicats de salariés se retrouvaient hier soir...

Les Echos - 05/05/2009 - « [Les syndicats se retrouvent dans une position d'équilibrisme](#) » (504 mots)

...

Le Journal du Dimanche - 03/05/2009 - [Syndicats, le temps des doutes \(879 mots\)](#)

LE SERVICE D'ORDRE de la CGT fait place nette pour laisser le champ aux photographes. L'instant doit être immortalisé. En ce début d'après-midi du vendredi 1 er -Mai, les huit principaux leaders synd...

Mouvements sociaux (1 Document)

Les Echos - 05/05/2009 - [Les syndicats mobiliseront à nouveau le 26 mai puis le 13 juin \(486 mots\)](#)

...

Actualité sociale (5 Documents)

L'Humanité - 05/05/2009 - [Ne pas se tromper de licenciement \(568 mots\)](#)

À juste titre l'indignation monte contre les plans de licenciement. La colère est encore plus vive lorsque les géants de l'industrie, des services ou de la finance annoncent des bénéfices considérabl...

Le Monde - 05/05/2009 - " [La France ne sait pas accompagner ses chômeurs vers les nouveaux emplois](#) " (840 mots)

L'entrée en récession a provoqué une hausse spectaculaire du chômage. Comment fonctionne le lien entre le niveau de la croissance du produit intérieur brut (PIB), ou de sa décroissance, et celui de l...

Libération - 05/05/2009 - [L'extrême gauche surfe sur les conflits sociaux \(732 mots\)](#)

L'extrême gauche n'en attendait pas tant : accusée de «souffler sur les braises de l'affrontement social», selon le Premier ministre, de «manipuler» les conflits, selon Xavier Bertrand, elle se paie...

Libération - 05/05/2009 - «[L'extrême gauche n'est pas en mesure de noyauter le mouvement social](#)» (411 mots)

Christophe Bourseiller, historien et professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris (IEP), est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la gauche radicale, dont Extrêmes gauches, la tentation de la r...

Libération - 05/05/2009 - [Trois combats emblématiques \(1986 mots\)](#)

Continental, Toyota, Caterpillar : trois conflits très médiatisés, dans lequel l'extrême gauche a au minimum joué un rôle de mobilisation. Libération a choisi d'y retourner pour tenter d'évaluer l'in...

Europe et international (3 Documents)

Le Figaro (matin) - 05/05/2009 - [L'Europe sociale aux abonnés absents ? \(1165 mots\)](#)

À cinq semaines des élections au Parlement de Strasbourg, le vice-président de la Commission européenne prend la parole sur sa vision du rôle que les Vingt-Sept peuvent jouer sur le marché du travail ...

Le Monde - 05/05/2009 - [Que peuvent faire les gouvernements contre le chômage ? \(1551 mots\)](#)

Le " G8 " intersyndical a rassemblé, le 1er mai, les huit confédérations françaises, de la CGT à SUD, unies depuis le début de la crise pour réclamer au gouvernement français d'investir plus massivement...

Le Monde - 05/05/2009 - [Le " G8 " syndical s'efforce de conjurer les risques de division \(1030 mots\)](#)

Comment faire durer l'exceptionnel ? Au lendemain d'un 1er Mai exceptionnel par son unité et son ampleur, le " G8 " syndical - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU et Solidaires - doit gagner la b...

Syndicalisme



Lundi 4 Mai 2009

emploi

Les syndicats, indispensables mais affaiblis

La crise les a remis sur le devant de la scène. Les syndicats ont-ils pour autant bonne presse auprès des Français ? C'est ce qu'ont voulu savoir 20 Minutes et France Info, grâce à un sondage réalisé par l'institut Obea- Infraforces. Premier constat : 60 % de nos concitoyens auraient une bonne image des syndicats. Le climat économique morose et les tensions sociales contribuent par ailleurs à les revaloriser car, pour 80 % des sondés, leur rôle apparaît comme encore plus nécessaire en temps de crise.

Cela dit, l'efficacité des syndicats fait débat, car 54 % des sondés estiment qu'ils ne font pas le poids contre le gouvernement et 44 % pensent qu'ils ne sont pas capables d'instaurer un dialogue avec les chefs d'entreprise. « Ces résultats prouvent que les Français perçoivent bien les difficultés des syndicats face à la crise, car ils ont peu de marge de manoeuvre pour négocier avec le patronat et les politiques », commente René Mouriaux, politologue spécialiste du syndicalisme. Plus inquiétant encore : 63,2 % des personnes interrogées estiment qu'ils sont en perte de vitesse. Peut-être en raison du très faible taux de syndicalisation des Français (8 %), le plus bas d'Europe ?

Les syndicats souffrent aussi d'un manque de légitimité. Une majorité des sondés s'accorde en effet à dire qu'ils ne sont pas suffisamment représentatifs pour négocier, que ce soit avec le patronat ou avec le gouvernement.

Concernant les organisations qui leur semblent les plus actives face à la crise, les Français citent sans surprise celles figurant dans le trio de tête des scrutins au niveau national. « Le fait que la CGT arrive en premier n'est pas étonnant, car c'est le premier syndicat de l'histoire française. Par ailleurs, la prime est donnée aux syndicats confédérés [qui regroupent leurs adhérents par branches professionnelles] et à ceux adoptant le discours le plus revendicatif, tel que FO. A contrario, la CFDT, qui a des positions plus modérées, n'arrive qu'en troisième position », explique René Mouriaux. Enfin, une majorité de Français soutient l'idée qu'un 1er Mai unitaire est un moyen d'action plus fort. W

Delphine Bancaud

dans 20 Minutes du 04/05/2009

Tous droits réservés : 20 Minutes
E39263E980105B0525CB1E30D40CE1A39732937C40008F2DB094943

[Retour Sommaire](#)

Mardi 5 Mai 2009

social - économie

Syndicats, un rôle reconnu face à la crise

Sondage . Les Français ont une bonne opinion des syndicats, selon une enquête Obea-Infraforce. Ils considèrent la CGT comme la plus active.

Alors que les syndicats sont en première ligne pour défendre les intérêts des salariés face à la crise, un sondage, réalisé par Obea-Infraforce pour France Info et le quotidien gratuit 20 Minutes montre qu'à 60 % les Français ont une bonne opinion d'eux. Très bonne pour 9,4 % et assez bonne pour 50,5 %, ils ne sont que 13,8 % à y être franchement hostiles. Cette opinion se renforce encore en temps de crise puisque 80 % considèrent que les syndicats ont un rôle majeur à jouer en cette période et 76,6 % pensent qu'ils se battent pour sauvegarder les emplois. Cette bonne opinion générale offre pourtant une image contrastée. Ainsi 63,2 % des sondés estiment que les syndicats sont en perte de vitesse et 54,2 % qu'ils ne font pas le poids face au gouvernement. Ils ne sont que 49,4 % à considérer qu'ils savent instaurer le dialogue avec les chefs d'entreprise (43,6 % sont d'un avis contraire) et 46,7 % pensent qu'ils défendent mieux les salariés du secteur public que ceux du privé (39,3 % ne sont pas de cet avis).

Cette assez bonne image des syndicats s'accompagne d'un doute sur leur réelle représentativité. Ils ne

sont que 38 % à penser qu'ils sont assez représentatifs pour négocier avec le patronat, un peu moins (37,2 %) pour négocier avec l'État. Pour 43,5 % des Français, les syndicats sont suffisamment représentatifs pour « parler au nom de tous les salariés » (57,7 % sont d'un avis contraire). Certes cela ne représente pas une majorité, mais il faudrait, pour bien en juger, comparer ce résultat avec celui qu'obtiendraient d'autres institutions (partis politiques, gouvernement, président de la République ou Parlement...).

Le dernier volet de l'enquête nous apprend que les sondés considèrent majoritairement la CGT (53,3 %) comme le syndicat le plus actif face à la crise, loin devant, dans l'ordre, FO (34 %), la CFDT (28,5 %), la CFTC (14,9 %), SUD Solidaires (13,1 %), la CFE-CGC (10,9 %) l'UNSA (8,1 %) la FSU (6,9 %). Ils sont moins de 9 % à penser qu'aucun syndicat n'est actif face à la crise. Cette reconnaissance de la place de la CGT dans le paysage syndical confirme ses scores et sa progression dans les élections professionnelles. C'est souvent elle qui est à l'offensive dans les entreprises confrontées aux

licenciements et dans les initiatives syndicales sur le pouvoir d'achat et les conditions de travail. Et c'est elle qui donne le ton et fournit les gros bataillons de manifestants dans les initiatives unitaires interprofessionnelles. Il semble qu'elle en recueille les fruits sur le terrain : la CGT annonce plus de 17 000 adhésions réalisées depuis le début de l'année (5 000 de plus que l'an dernier pour la même période). Un renforcement qui, pour Bernard Thibault, est pourtant loin de répondre aux problèmes posés à la centrale syndicale. « Notre présence nous met au contact de 4,2 millions de salariés, soit un peu plus du quart des salariés », aime-t-il à rappeler. Les responsables de la CGT soulignent aussi qu'elle est davantage présente là où les effectifs décroissent et faible là où l'activité se développe. Ces questions de la présence et de la représentativité de la CGT constitueront sans doute le centre des débats lors de son congrès en décembre prochain.

Olivier Mayer

Mardi 5 Mai 2009

Une-ECO

ZOOM

Les syndicats cherchent à construire l'après-1er Mai

Après une mobilisation cinq à dix fois plus forte qu'un 1Mai habituel, mais deux à trois fois moins importante que le 29 janvier et le 19 mars, les syndicats de salariés se retrouvaient hier soir. Réunis au siège de la CFTC à Paris, CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires et Unsa devaient chercher comment prolonger la mobilisation pour demander au gouvernement et au patronat de nouveaux gestes face à la crise. Après le 1 mai organisé

conjointement par les huit centrales pour la première fois de leur histoire, « *les choses continueront* », assurait dès vendredi soir le leader de la CFDT, François Chérèque, malgré des divergences sur la stratégie et un calendrier complexe.

Solidaires et la FSU n'ont jamais caché leur préférence pour un appel national à la grève, que ne souhaitent pas la CFDT, la CFE-CGC, l'Unsa, ni même la CGT. FO s'est également prononcée pour une journée

interprofessionnelle de grève. La CFTC souhaiterait, elle, une journée d'action fondée sur « *la gratuité* », par exemple dans les transports.

De son côté le ministre du Travail, Brice Hortefeux, temporisait samedi dans *Le Figaro* : « *Nous ferons à l'été, avec les partenaires sociaux, l'évaluation des mesures prises, et nous en tirerons ensemble les conséquences.* »

Mardi 5 Mai 2009

Dossier management

PHILIPPE DARANTIÈRE - DIRECTEUR DES ÉTUDES À L'IST (INSTITUT SUPÉRIEUR DU TRAVAIL)

« Les syndicats se retrouvent dans une position d'équilibriste »

Question : Compte tenu du climat social, les entreprises ont-elles à craindre l'intrusion d'une mouvance extérieure dans un conflit interne, comme ça a été le cas chez Numericable ?

Oui. Elle peut s'y inviter à l'appel d'un salarié. Les Désobéissants intervenus chez le câblo-opérateur Numericable ont été sollicités de l'intérieur. Cela n'a pas fait l'affaire des syndicats. Mais, globalement, ceux-ci se retrouvent dans une position d'équilibristes. Les salariés sentent bien qu'ils cherchent à contenir les troupes dans des normes acceptables. Or les organisations ne proposent aucune nouvelle forme d'action, et semblent vivre hors de l'air du temps. Ces associations, qui fleurissent sur la vague de l'anticonsumérisme, tels aussi les Déboulonneurs antipublicité, le Clan du néon qui éteint les enseignes lumineuses la nuit ou la Brigade activiste des clowns qui soutient la contestation des enseignants-chercheurs, pourraient donc bien s'introduire dans des situations tendues du secteur privé.

Question : Les salariés, et notamment les cadres, peuvent-ils être séduits ?

Sans doute. Notamment par la démarche spontanée et ludique de ces organisations. Le mouvement l'Appel et la pioche, qui élabore des piqueniques dans les supermarchés, résume ses valeurs : le triptyque « j'adhère, je manifeste, je fais la grève », c'est fini ! Les activistes ne proposent pas de s'écarter ni de s'engager sur le long terme. Ils proposent des actions coups-de-poing, avec des mobilisations éclair par SMS. Et ils s'adressent autant au citoyen et au consommateur qu'au salarié. C'est plus tentant que le côté technique d'une grève. Surtout pour les jeunes, qui fonctionnent en réseau et zappent d'une activité à l'autre. D'ailleurs dans les supermarchés, les caissières ou chefs de rayon peuvent être complices. Parfois, ils ne déclenchent pas l'alerte tout de suite.

Question : Quelles sont les limites de ces nouvelles formes de contestation ?

Ces mouvements francs-tireurs ne

visent ni un accord d'entreprise ni les politiques sociales du gouvernement. Ils ciblent les intérêts d'une société et sa réputation. Les Désobéissants, en particulier, fonctionnent sur le modèle de Greenpeace. Ils ont la capacité d'interpeller des directions, de convoquer les médias, d'installer des messages dans l'esprit du public. Ils gesticulent... Toutefois, ils n'entrent pas dans les négociations. Ce qui pourrait avoir des effets pervers. Soit les syndicats reprennent le dessus après avoir été débordés. Générant une belle frustration chez les salariés. Soit il ne se passe rien, et émerge alors un vide juridique. C'est un vrai risque. L'entreprise a intérêt à s'en prémunir par un dialogue social de qualité.

**PROPOS RECUEILLIS PAR M.-
M. S.**

Le Journal du Dimanche

Dimanche 3 Mai 2009

Société

1^{er} -Mai

Syndicats, le temps des doutes

Le nombre de manifestants baisse par rapport aux défilés de mars. Les centrales doivent dire lundi comment elles comptent poursuivre leur action

LE SERVICE D'ORDRE de la CGT fait place nette pour laisser le champ aux photographes. L'instant doit être immortalisé. En ce début d'après-midi du vendredi 1^{er} -Mai, les huit principaux leaders syndicaux entament le défilé sous le soleil parisien. Une première. Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO), au centre, fixent l'objectif des photographes. Un parfait instant d'exception ? En levant les yeux, ils ne peuvent ignorer les banderoles et ballons du NPA d'Olivier Besancenot, dont les militants se sont placés en amont du cortège. Le facteur trotskiste n'était pas en métropole. Il manifestait en Guadeloupe avec le LKP. Mais son parti a nargué les centrales à longueur d'affiches placardées sur le parcours du défilé parisien.

Cent soixante mille personnes dans la capitale selon les syndicats, 65. 000 selon la police, et une photo « historique ». Mais la mobilisation a baissé et le problème reste entier. « La crise va durer, nous devons être en capacité de développer un mouvement capable de tenir dans le temps », explique Jean-Christophe Le Duigou, numéro deux et stratège de la CGT. L'unité, le plus longtemps possible. C'est la condition pour rassembler les salariés, peser sur le patronat et le gouvernement et isoler l'extrême gauche et les casseurs. A Toulouse, des locaux d'EDF, où des employés étaient en train de travailler, ont été vandalisés le 21 avril par des hommes encagoulés. Du jamais-vu dans cette entreprise où la CGT est majoritaire.

FO pour la « grève générale »



François Chérèque (CFDT), Bernard Thibault (CGT), Jean-Claude Mailly (FO) et Gérard Aschieri (FSU) ouvrant le cortège parisien, hier. Reportage photo Bernard Bisson et Patrick Othoniel / JDD « N'exagérons pas, s'il y avait des trotskistes partout dans les boîtes en France, on le saurait », peste un syndicaliste. « Rendezvous compte que c'est très marginal », râle un autre. A l'Elysée, même volonté de ramener les choses à leur juste proportion. « Durant les années 1970, on pouvait compter plus de 50 séquestrations par an. Dans les cas présents, l'Etat est intervenu à chaque fois pour trouver des solutions », plaide-t-on. Reste que ces minoritaires sont de plus en plus actifs et souvent attendus par les salariés (lire ci-dessous) .

Que faire ? Les leaders syndicaux doivent répondre lundi. Force ouvrière milite pour vingtquatre heures de grève générale, mais la CGT et la CFDT n'en veulent pas, redoutant un échec. Le calendrier ne se prête guère à une nouvelle journée de manifestations ces prochaines semaines, que Solidaires appelle néanmoins de ses vœux dès mai. Une fenêtre s'ouvrira après le baccalauréat, mi-juin, à un moment où les Français auront la tête aux vacances.

La stratégie de la « cacahuète »



En

dépît de ces tiraillements, aucun des ténors n'envisage sérieusement une rupture. Tant Bernard Thibault que François Chérèque se sont dits « certains » de tracer une perspective commune lundi. Reste la question de fond : quelle revendication, négociable avec le Medef ou le gouvernement, pourrait fédérer les victimes de la crise en écartant les risques de dérapages ? « L'intersyndicale se pose la question depuis octobre. Nous devons avancer sur quatre ou cinq propositions concrètes et communes », reconnaît Marcel Grignard, le numéro deux de la CFDT, qui réclame notamment de conditionner les aides aux entreprises à des engagements pour l'emploi. « Nous avons tout de même une plate-forme commune », rappelle Jean-Christophe Le Duigou (CGT). Ce document fixe des grandes lignes (le traitement du chômage, des hausses de salaire, un renforcement de l'investissement public ...).

Le gouvernement se pose les mêmes questions, sans la même urgence. Comme en écho, à l'Elysée, on s'inscrit aussi dans un scénario au long cours. « Nous avons à gérer la durée. Soyons réactifs, constructifs et gardons notre sang-froid », explique un proche du chef de l'Etat. Ce qu'un ministre de Bercy traduit ainsi : « Nous pouvons prendre de nouvelles mesures ponctuelles, à condition que le coût pour l'Etat ne se réitère pas l'an prochain. » Une stratégie de « la cacahuète » : des cadeaux ou des concessions lancés pour désamorcer la colère salariale ; des dispositions prises sporadiquement pour patienter jusqu'à la reprise. Jusqu'ici, les syndicats les ont jugées insuffisantes, y compris le fonds d'investissement social voulu par la CFDT. La relative faiblesse de la mobilisation de vendredi, par rapport à celle du 19 mars, n'y changera rien. « Ce n'est pas un sujet de victoire. Nous n'en tirerons jamais argument pour repousser nos rendez-vous avec les syndicats », dit-on à l'Elysée. Nicolas Sarkozy doit recevoir les leaders en juin, pour faire le point sur les mesures prises dans le plan de relance. Et, s'il le juge nécessaire et s'en donne les moyens, en prendre d'autres.

Nicolas Prissette

Mouvements sociaux

Mardi 5 Mai 2009

France

Les syndicats mobiliseront à nouveau le 26 mai puis le 13 juin

Deux journées d'actions pour le prix d'une. Hier soir, à l'issue d'après discussions au siège de la CFTC à Paris, les syndicats ont annoncé l'organisation de deux nouvelles journées de mobilisation, le mardi 26 mai puis le samedi 13 juin, pour réclamer de nouvelles mesures face à la crise. Ce calendrier soutenu répond à leur volonté de maintenir la pression face à un gouvernement qui mise sur l'usure du mouvement. Il vise aussi, voire surtout, à ménager les sensibilités au sein d'une intersyndicale soucieuse de préserver son unité mais fragilisée par des divergences d'approche de plus en plus nettes entre centrales.

Maintenir la pression

Ainsi, pour répondre aux attentes de la CFDT, la CGT, la CFTC, l'Unsa et la CGC, la mobilisation du 13 juin sera marquée par un nouvel appel à des manifestations interprofessionnelles nationales, dans le prolongement de celles du 29 janvier, du 19 mars et du 1er Mai. En optant pour un samedi, les syndicats

espèrent mobiliser les publics pour qui il est plus difficile de défilier un jour ouvré. « Il faut que le plus grand nombre possible de personnes puissent s'exprimer », a soutenu la CGT. Le principe de cette journée était d'ailleurs quasi acté dès la semaine dernière, où les discussions entre leaders sont allées bon train.

A l'inverse, la journée d'actions du 26 mai répond plus aux attentes de FO, Solidaires et de la FSU, partisans de faire « monter d'un cran » la pression en appelant à une grève d'au moins vingt-quatre heures. Les autres centrales ont refusé d'aller jusque-là, jugeant cette approche vouée à l'échec tant beaucoup de salariés ne peuvent renoncer à une journée de salaire. Mais les uns et les autres se sont finalement entendus sur le principe d'une journée de « mobilisations décentralisées », avec des modalités d'actions « diverses », décidées directement par le terrain en fonction des « spécificités et des sensibilités locales », permettant ainsi à ceux qui le souhaitent

d'organiser des grèves.

Dans son communiqué, l'intersyndicale estime que la mobilisation « historique » du 1er Mai témoigne d'un « enracinement » de la mobilisation et de la « détermination » des salariés, chômeurs et retraités. « Le gouvernement et le patronat auraient tort de les traiter par le déni et le mépris », préviennent les centrales. Pour maintenir la pression et dans l'attente de la rencontre avec Nicolas Sarkozy promise par l'Elysée « dans le courant du mois de juin », les syndicats vont également « préciser », ces prochains jours, des propositions sur lesquelles elles attendent des réponses « rapides ».

DEREK PERROTTE

Les leaders syndicaux lors de la manifestation du 1er Mai à Paris.

Actualité sociale

Mardi 5 Mai 2009

économie **Des clés pour comprendre**

Ne pas se tromper de licenciement

À juste titre l'indignation monte contre les plans de licenciement. La colère est encore plus vive lorsque les géants de l'industrie, des services ou de la finance annoncent des bénéfices considérables et distribuent plusieurs centaines de millions d'euros de dividendes à leurs actionnaires. PPR, le groupe de François Pinault, s'apprête à verser près de la moitié des 924 millions d'euros des bénéfices réalisés en 2008 à ses actionnaires et envisage en même temps de supprimer quelque 1 900 emplois à La Redoute, à la FNAC et chez Conforama. Nicolas Sarkozy de son côté s'expose à de vives critiques de l'opinion en prêtant de l'argent public aux deux grands constructeurs français sans exiger de véritables contreparties en matière d'emploi, de salaires et de formation. Renault et PSA ont ainsi empoché 6 milliards d'euros et maintenu les 4 450 suppressions d'emplois prévues par l'un et les 3 350 décidées par l'autre en France.

« Il pleut toujours où c'est mouillé », dit-on, mais le beau temps c'est pour quand ? Face à cette déferlante de

licenciements, Marie-George Buffet propose un projet de loi interdisant les licenciements dans les entreprises qui distribuent des dividendes. Quelle que soit l'entreprise, qu'elle soit généreuse ou pas avec ses actionnaires, le PCF dans son programme et la CGT, de son côté, demandent que, dans les plans sociaux, les institutions représentatives du personnel bénéficient d'un droit suspensif des licenciements afin d'étudier toutes les alternatives et puissent mettre les actionnaires, les dirigeants et les pouvoirs publics face à leurs responsabilités.

La conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés est décisive pour empêcher les mauvais coups qui le plus souvent accompagnent les restructurations et qui ne se limitent pas aux plans sociaux. C'est d'autant plus vrai que la plus grande part des suppressions de postes dans les entreprises échappe au droit actuel de consultation des élus du personnel et relève du seul privilège de gestion du patronat. On prête insuffisamment d'attention à ce que révèlent les

chiffres du chômage. En mars 2009, les inscriptions à Pôle emploi en raison d'un licenciement économique ne représentaient que 4 % des entrées. Celles pour une fin de CDD étaient près de six fois plus importantes (24,7 %), celles pour fin de mission d'intérim deux fois (9,2 %). En l'espace d'un an l'emploi intérimaire a perdu près de 100 000 postes. On le voit, si l'on veut lutter contre le chômage, il faut dresser des barrages sur toutes les voies qui y conduisent et, en amont, s'attaquer à la cause essentielle de cet acharnement contre l'emploi : la croissance financière des capitaux, l'argent pour l'argent. Cela suppose donc que les salariés et les populations puissent disposer d'un pouvoir de contrôle et de décision au sein des réseaux de l'argent dans et hors des entreprises, notamment dans les institutions financières et les banques afin d'orienter les ressources tout autrement. Avec l'ambition à terme d'éradiquer le chômage.

Le Monde

Mardi 5 Mai 2009

Le Monde Economie

" La France ne sait pas accompagner ses chômeurs vers les nouveaux emplois "

Pierre Cahuc, professeur d'économie à l'Ecole polytechnique

L'entrée en récession a provoqué une hausse spectaculaire du chômage. Comment fonctionne le lien entre le niveau de la croissance du produit intérieur brut (PIB), ou de sa décroissance, et celui de l'emploi ? L'activité économique est toujours accompagnée de mouvements massifs de créations et de destructions d'emplois. En France, en période normale, l'ordre de grandeur est de 10 000 emplois créés et supprimés par jour ! En récession, l'économie détruit davantage d'emplois - de 10 % à 20 % de plus -, mais surtout elle en crée beaucoup moins de nouveaux.

Les médias se focalisent sur les destructions d'emplois, alors qu'elles sont à peine plus importantes qu'en période normale. En mars, les entrées au chômage pour licenciement économique ont été de 23 000 en France alors qu'elles étaient de 27 000 en mars 2005, une période qui ne connaissait pas d'inquiétude particulière. En février et mars 2009, les licenciements économiques ne représentent que 4,4 % des entrées en chômage, et les licenciements pour motif personnel 11,3 %, même si certains peuvent avoir pour origine des motivations économiques.

Mais, avant tout, les entreprises ne renouvellent pas les formes précaires d'emploi, comme les contrats à durée déterminée (CDD), dont la fin représente un quart des entrées au

chômage, ou les missions d'intérim.

En période de récession, les pays qui ont le plus flexibilisé le marché du travail sont-ils davantage confrontés au regain du chômage ?

Oui, les destructions d'emplois y sont alors plus fortes, mais la reprise s'accompagne de davantage de créations. Aux Etats-Unis, on a vu le taux de chômage passer de 12 % à 5 % sur des périodes assez courtes, alors qu'en France on constate une inertie à un niveau moyen plus élevé depuis une trentaine d'années.

On dit couramment qu'il faut 2 % de croissance pour créer des emplois. Qu'en pensez-vous ?

La création d'emplois participe elle-même à la croissance. Ce raisonnement n'a donc pas grand sens. La capacité à créer des emplois dépend de très nombreux facteurs, parmi lesquels le fonctionnement des différents marchés - du travail, du capital, des biens et des services - ou la recherche et l'innovation.

Quel est le rôle des politiques publiques sur le lien entre emploi et croissance ?

Un droit du travail limitant les licenciements est avantageux pour ceux qui en bénéficient, mais il a un coût économique : les emplois maintenus dans les secteurs en déclin ont en général une productivité plus

faible que les nouveaux emplois créés. Il y a donc un conflit entre la protection et l'efficacité, et diverses façons de le gérer.

Au sud de l'Europe - en France, en Espagne ou en Italie -, les emplois précaires se développent pour répondre aux besoins de flexibilité des entreprises. Celle-ci pèse donc sur les titulaires de ces emplois, en particulier les jeunes et les immigrés, ainsi que sur les femmes qui entrent et sortent plus fréquemment du marché du travail en raison des maternités et de l'éducation des enfants.

Dans les pays qui mettent l'accent sur la flexibilité - Etats-Unis, Royaume-Uni -, les chômeurs sont peu protégés et indemnisés et contraints d'accepter n'importe quel emploi. Cette politique est dure socialement, mais elle favorise la croissance.

Enfin, le modèle scandinave - symbolisé par la " flexicurité " danoise - protège les salariés, mais pas les emplois. Il marie efficacité économique et garantie des revenus des chômeurs. Mais il ne fonctionne que grâce à un service public de l'emploi très efficace et adapté. Un chômeur travaille à plein temps dans le cadre de sa recherche d'emploi et des stages qu'il suit.

La crise met-elle ce dernier modèle sous pression ?

Relativement, car le taux de chômage reste très faible au Danemark : 4,8 % en février. C'est le modèle le plus adapté, le moins douloureux possible. La France, elle, ne sait pas encore accompagner les chômeurs vers les nouveaux emplois.

Propos recueillis par Adrien de Tricornot

Parcours

2001 Pierre Cahuc reçoit le prix du meilleur jeune économiste.

2008 Ce professeur à Polytechnique et chercheur au Centre de recherche en économie et statistique (Crest) reçoit le prix du livre d'économie pour La Société de défiance : comment le modèle social français

s'autodétruit, écrit avec Yann Algan (éd. ENS).

2009 Pierre Cahuc signe avec André Zylberberg Les Réformes ratées du président Sarkozy (Flammarion, 224 pages, 18 euros).

Tous droits réservés : Le Monde
899C63698FA0060CE59418C0B40CD14F9C426974B00A80F6C6AE16F

Diff. 367 153 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)



Mardi 5 Mai 2009

Événement

L'extrême gauche surfe sur les conflits sociaux

L'extrême gauche n'en attendait pas tant : accusée de «souffler sur les braises de l'affrontement social» , selon le Premier ministre, de «manipuler» les conflits, selon Xavier Bertrand, elle se paie à bon compte une campagne de com qui, à l'inverse, a le don d'irriter les grandes confédérations. «Globalement, la place de l'extrême gauche reste marginale au regard du nombre d'entreprises où il y a des problèmes, estime Marcel Grignard, numéro 2 de la CFDT. Elle est surtout présente dans quelques boîtes médiatisées, où elle essaie, c'est vrai, de mettre en porte-à-faux les organisations syndicales.» Plutôt sereine, en interne, après le départ il y a déjà plusieurs années de l'extrême gauche, la centrale réformiste n'en considère pas moins les tournées des usines en difficulté par Olivier Besancenot ou Arlette Laguiller comme «un peu rapace» , ainsi que l'indiquait François Chérèque le 15 mars sur RTL. La plus mal à l'aise reste la CGT. «C'est l'Elysée, par la voix de son conseiller social, Raymond Soubie, qui susurre à l'oreille des journalistes que les conflits sont trustés par l'extrême gauche» , s'énerve un responsable cégétiste. Refusant de s'exprimer sur cette question, elle se borne à indiquer «qu'en insistant là-dessus, on détourne l'opinion pour éviter de parler des vraies questions sociales»

Nervosité. Certes, la confédération et son demi-million d'adhérents ne risque pas d'être prise d'assaut, demain, par les quelques centaines de militants d'extrême gauche actifs au sein des entreprises et dont les différentes chapelles ont le plus grand mal à se mettre d'accord. Il n'empêche, au siège de la confédération, à Montreuil, la direction commence à montrer quelques signes de nervosité. Selon *Le Figaro*, elle a nommé un ancien responsable de sa fédération transport, Alain Renault, pour suivre le développement du Nouveau Parti anticapitaliste en son sein. Signe que l'organisation de Bernard Thibault est particulièrement préoccupée par la situation. Notamment en Seine-Maritime, dans le Pas-de-Calais et dans les Bouches-du-Rhône, ainsi qu'au sein de sa fédération de la chimie et de quelques branches de la fonction publique. Au siège du Nouveau Parti anticapitaliste, on s'en amuse. «S'ils ont du temps à perdre à nous surveiller, c'est leur problème, mais ils feraient mieux de se consacrer à la lutte contre les licenciements », explique Guillaume Liégarde, membre de la direction, qui reconnaît l'existence, au sein du NPA, d'un comité d'intervention sur les lieux de travail (Cilt), chargée de coordonner l'action du parti dans les boîtes en difficulté.

«Il y a une radicalisation de l'action syndicale », souligne Serge Cosseron,

historien spécialiste de l'extrême gauche. *Pour autant, l'entrisme dans les grandes confédérations reste compliqué, notamment au regard de la sociologie des militants du NPA, moins "disciplinés" que ceux de Lutte ouvrière* .

«**Occupations light**». Et c'est effectivement avec LO que la CGT a peut-être plus de souci à se faire. Implantée dans de nombreuses entreprises, elle y détient souvent des postes de délégués syndicaux, comme à Continental, Toyota ou Peugeot. Pas de quoi, pour autant, mettre le pays à feu et à sang. De l'aveu d'une des oppositions internes à la centrale, dénommée «Où va la CGT ?», d'obédience marxiste-léniniste, «si les bourgeois et les patrons en parlent tant, c'est que quelque part ils ont peur de la contagion. Mais pour l'instant, les séquestrations sont carrément "light", il n'y a pas vraiment d'occupations d'usines, pas de comités de grève, et les syndicats contrôlent encore les luttes», peut-on lire sur leur site. A noter, enfin, que l'extrême gauche dans le syndicalisme officiel n'est pas forcément «crypto» : Force ouvrière, sous grande influence des trotskistes du Parti ouvrier indépendant (ex-PT), est ainsi la seule confédération, avec SUD, à appeler à la grève générale...

LUC PEILLON



Mardi 5 Mai 2009

Événement

«L'extrême gauche n'est pas en mesure de noyauter le mouvement social»

Pour Christophe Bourseiller, historien, le mouvement actuel a des causes profondes :

Christophe Bourseiller, historien et professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris (IEP), est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la gauche radicale, dont *Extrêmes gauches, la tentation de la réforme* (éditions Textuel, 2006) et *A Gauche toute!* (CNRS Editions) qui vient de paraître.

Comment expliquez-vous la présence de militants de l'extrême gauche dans les conflits sociaux en cours ?

Nous vivons une période de récession économique dure, marquée par la multiplication des mouvements sociaux. Il est naturel que l'extrême gauche soit présente dans ces conflits, puisque c'est sa marque de fabrique. La présence de militants de Lutte ouvrière à Caterpillar ou Toyota témoigne donc simplement de l'implantation sociologique de cette organisation. Il est vrai que LO et le

NPA se sont fortement prolétarisés.

LO n'est-elle pas plus implantée dans les entreprises que le NPA, l'ex-LCR étant traditionnellement plus présente chez les enseignants ?

Ce public est désormais assez équitablement réparti entre les deux formations. En ce moment, LO fait preuve à la base d'une certaine efficacité. On l'a vu lors du conflit récent à La Guadeloupe et en Martinique, puisque la CGT guadeloupéenne et la CGT martiniquaise sont dirigées par des militants de Combat ouvrier, organisations sœurs de LO. A la différence du NPA, LO vise principalement les entreprises alors que la cible du NPA se veut plus large et connaît une embellie en termes d'adhésion, en raison notamment de l'écho rencontré par Olivier Besancenot. En ce qui

concerne LO, il n'y a visiblement pas de baisse d'influence sur le terrain.

L'extrême gauche noyautait-elle les mouvements sociaux ?

Je ne crois pas qu'elle soit en mesure de noyauter un mouvement social. Elle est trop minoritaire. Elle peut en revanche l'impulser et ses militants sont à même de le mener. Mais le mouvement actuel a des causes plus profondes. L'accusation de noyautage est récurrente, c'est une veille antienne de la droite. Et parfois de la gauche modérée. Mais là, elle paraît dérisoire au regard de l'ampleur de la crise et des inquiétudes qu'elle suscite.

**Recueilli par MATTHIEU
ÉCOIFFIER**



Mardi 5 Mai 2009

Événement

Trois combats emblématiques

A Continental, Toyota ou Caterpillar, l'influence des militants a été diverse.

Continental, Toyota, Caterpillar : trois conflits très médiatisés, dans lequel l'extrême gauche a au minimum joué un rôle de mobilisation. *Libération* a choisi d'y retourner pour tenter d'évaluer l'influence sur la conduite du conflit de certains leaders syndicaux militants à Lutte ouvrière ou au Nouveau Parti anticapitaliste.

Continental

LO les bons conseils

A Continental, des salariés l'appellent «Maître Yoda». Dans la vraie vie, il s'agit de Roland Szpirco, un conseiller municipal Lutte ouvrière de Creil. Un ancien syndicaliste de Chausson, usine naguère implantée à quelques kilomètres de Continental et qui ferma en 1996, après un conflit social homérique de deux ans. Szpirco fut une figure du mouvement. Il est arrivé sur le site de Continental le jour même de l'annonce du plan social. Depuis, il est des AG, chaque jour ou presque. Et conseille le charismatique leader de la CGT Xavier Mathieu de LO. François Fillon, puis Xavier Bertrand ont tour à tour dénoncé le rôle de l'extrême gauche dans le conflit, en particulier lors des dégradations commises à la sous-préfecture. «*J'y vois l'action de certains manipulateurs d'extrême gauche*», a déclaré le chef de l'UMP à Canal +. Que Xavier Mathieu soit proche de LO, c'est une chose certaine. D'ailleurs, l'affaire n'est pas nouvelle puisque l'ancien délégué syndiqué CGT de Continental, qui mena une grève dure en 1996 avant d'être licencié, était déjà membre de LO. Et Mathieu le dit sans détour : «*J'entends dire que je suis mené par*

Roland Szpirco, a expliqué Xavier Mathieu, selon le *Courrier Picard*. *Je ne suis mené par personne. [...] Si les Chausson ont obtenu ce qu'ils ont obtenu, c'est grâce à lui. C'est ce genre de conseiller que je veux auprès de moi.*» Avec son style inimitable, Roland Szpirco voit dans cette accusation de manipulation «*le mépris congénital que les classes possédantes et leur personnel politique ont pour les ouvriers qui ne pourraient pas se battre sans être manipulés. C'est vieux comme le mouvement ouvrier: avant c'était la main des communistes, maintenant, c'est nous.*»

Le 22 avril, au lendemain du saccage de la sous-préfecture, comme chaque jour à 14 heures, il y a AG. Sur l'estrade, Xavier Mathieu revient sur la poussée de violence de la veille, parle de la décision de justice qui a débouté les salariés (ils estimaient que la direction n'avait pas rempli ses obligations d'information des syndicats), assène qu'il n'y a pas de justice pour les ouvriers. En fin de discours, répondant tacitement aux accusations de manipulation par l'extrême gauche, il lâche : «*C'est pas Mathieu, c'est pas Bernard qui vous mènent par le bout du nez [les noms de cégétistes, ndlr]! Vous êtes assez grands pour vous débrouiller tout seuls!*» Des centaines d'ouvriers sont au pied de l'estrade. Ils scandent : «*Mathieu! Mathieu!*» pendant un long moment. Sur le parking, un groupe d'anciens regardent Szpirco d'un œil ironique ou indifférent. Un peu plus loin, de jeunes ouvriers ne veulent même pas aborder la question de la présence de LO. «*Il n'y a plus de syndicats, de partis politiques... il y a des ouvriers, unis.*»

«*Roland à Continental, c'est un peu comme Lech Walesa sur les chantiers de Gdanz*», ose Jean-Pierre Mercier, militant CGT à PSA Aulnay et tête de liste LO Ile-de-France pour les européennes. Ce dernier reconnaît intervenir chez d'autres sous-traitants en grève dans l'Oise. «*On donne un coup de main, des conseils politiques, on a l'expérience d'organiser des grèves, on connaît les pièges des patrons, des conseillers gouvernementaux.*» L'un des premiers conseils, c'est «*s'organiser de manière démocratique*». Comprendre: créer un comité de lutte, comme à Continental, au-delà des syndicats. «*Ce n'est pas l'apanage du syndicat de négocier une grève*», poursuit Mercier. Chez les Conti, cette volonté de contourner le fonctionnement traditionnel des syndicats perturbe certains, qui se sentent dépossédés du conflit. «*Qu'on prenne des conseils auprès de monsieur Szpirco, c'est très bien*, estime cet adhérent CFDT. *Mais dans nos confédérations, on a aussi des gens qui peuvent nous aider. Le problème, c'est qu'il a agi plus vite que nos confédérés, et maintenant, aux AG, on entend plus que la CGT... Les gens se sont raccrochés à Szpirco, car il était un peu providentiel.*» Ironie de l'affaire, selon lui, depuis son coaching par Szpirco, Xavier Mathieu a bien changé. «*Avant, c'était l'aboyeur, un impulsif. Il n'aurait jamais eu des fiches en AG. Aujourd'hui, il est plus modéré. Un peu lyrique.*»

Toyota

LO, accélérateur de grève

On ne fait pas grève à Toyota, en général. Pourtant, son site français, à Onnaing (Nord), a connu sa première, en avril. Minoritaire - un ouvrier sur neuf au plus fort de la grève -, elle a tenu quatorze jours, dont quatre de blocage. Deux syndicats, Force ouvrière et la CGT, majoritaires à eux deux, appelaient à la grève. Avec, à la tête de la CGT, pas n'importe qui : Eric Pecqueur, tête de liste de Lutte ouvrière aux européennes. Avec son bonnet de marin, ses lunettes et sa voix tranquille de baryton, ce « team leader », chef d'équipe dans le jargon toyotiste, est le grain de sable dans la machine. Ce nordiste de 42 ans, embauché en 2000, après une année de fac ratée et treize autres d'intérim, fils et petit-fils de militants communistes et cégétistes, ne se considère pas comme déclencheur de la grève. Pour lui, c'est Didier Leroy, le PDG du site (muté il y a quelques jours), « qui a dit "plutôt crever que de payer le chômage partiel à 100 %" ». Les ouvriers ont presque eu gain de cause pourtant : ils toucheront 95 % du net, et leurs jours de grève, non payés, seront étalés sur l'année.

La grève aurait-elle eu lieu sans le « militant trotskiste révolutionnaire » Pecqueur ? Ce qui est sûr, c'est que depuis des années, une partie des ouvriers se plaint de la pression des chefs. Une phrase revient : « *Il y avait plus de respect à l'époque des Japonais.* » Traduire : « *A l'époque où les cadres étaient japonais* ». Les troubles musculo-squelettiques sont fréquents pour un salaire de base autour de 1200 euros. Alors quand on annonce jusqu'à 300 euros en moins par mois pour chômage partiel, ça coïncide. Mais Djamel Djebara, militant CFDT, syndicat qui n'a pas appelé à la grève, pense qu'Eric Pecqueur est « *le principal artisan* » de la grève. « *Dans les trois tracts qui ont précédé le mouvement, il appelait à la grève. Il était toujours en tête de cortège.* » Il ajoute : « *Quand il est dans l'usine, il ne s'occupe pas des problèmes des membres (salariés, nldr), je ne vois pas comment il s'en occuperait s'il était député européen.* »

La direction, elle, n'a « *aucun commentaire* » à faire sur le rôle d'Eric Pecqueur, mais a diffusé le discours de Toshiyuki Nonaka, vice-président de Toyota Motor Manufacturing France, au sein du comité de grève, le 14 avril : « *M. Pecqueur, vous êtes satisfait n'est-ce pas ? Vous avez réussi à faire tenir la grève une semaine, vous êtes passé à la télévision et dans les journaux. C'est bon pour votre campagne [...]. Votre carrière progresse bien, au sein du syndicat et surtout dans le monde politique.* »

Le militant Pecqueur a-t-il influencé la grève ? « *Bien sûr* », répond l'intéressé. « *On a cherché à ce que les gens prennent en main leur grève.* » Les grévistes votaient chaque jour, ont élu un comité de grève. Eric Pecqueur a poussé les non-syndiqués, et notamment les femmes, minoritaires dans l'usine, à y participer. Sur le fond des revendications, il est plus en retrait. « *Pour des raisons de principe, je ne suis pas pour le chômage partiel... Il fallait ralentir les cadences, prendre sur les bénéfices.* »

Caterpillar

Rupture avec les étudiants

A la Maison du comité d'entreprise Caterpillar, centre nerveux du conflit depuis sept semaines, les journées sont rythmées par les AG, toujours menées par l'intersyndicale CGT-FO-CFDT-CFTC, qui réunissent jusqu'à 400 salariés les grands jours. Les militants de passage du NPA, du Parti ouvrier indépendant (POI, trotskiste) ou de Lutte ouvrière (LO) n'ont pas pris la parole en AG, assurent les « *Cater* » qui rejettent l'idée d'un conflit sous influence. « *S'il y a une minorité qui nous manipule, elle est là-haut ; pas sûr qu'elle soit d'extrême gauche* », grince en montrant les locaux de la direction, Alexis Mazza, élu CGT, l'un des 22 salariés mis à pied pour « *agissements* » de grève.

« *Il n'y a aucun militant NPA ou LO à Caterpillar* », affirme sans hésiter

l'omniprésent José Gomez, syndicaliste retraité de Cater, très écouté et respecté : « *Des leaders syndicaux ont émergé, le plus souvent des jeunes, ils sont CGT, FO ou CFDT, mais leur couleur politique importe peu. C'est un constat d'injustice très fort qui a été le moteur de la mobilisation...* » Deux salariés en grève, Alex et Stéphane, confirment : « *Les politiques, on les a accueillies comme une aide, mais ils se sont plutôt greffés sur nous que le contraire.* » L'un des militants NPA de Grenoble à avoir passé du temps avec les Cater, Mazdak Kafai, confirme avoir été « *très bien accueilli* » dans sa démarche de soutien. Il réfute lui aussi toute influence : « *Avec cette thèse grossière, le patronat et le gouvernement cherchent à minimiser l'ampleur de la colère des salariés ! Bien sûr, le discours du NPA entre en résonance avec cette colère... et c'est cette convergence qui fait peur.* »

Au mois de mars, étudiants mobilisés, « *bloqueurs* » du campus de Grenoble, militants et anarchistes alliés - tous désignés sous l'appellation fourre-tout « *d'anarcho-libertaires* » - ont travaillé à la « *convergence des luttes* » avec les Cater. Manif étudiantes vers l'usine, fraternisation, soutien aux piquets de grève, repas et café offerts aux grévistes... Les salariés et leurs syndicalistes ne se sont jamais sentis débordés : « *Ils ne faisaient rien d'autre que nous suivre.* » La rupture s'est faite le 24 mars en centre ville, lorsqu'une manif commune étudiants-Cater-anarchistes s'est séparée devant un Monoprix après une « *auto-réduction* » (réquisition de nourriture) avortée, une action sans doute trop éloignée des mentalités ouvrières... « *Merci les étudiants de nous avoir rejoints, maintenant nos chemins se séparent. Ciao !* » a annoncé au mégaphone Alexis Mazza, « *à la demande même des salariés* », raconte-t-il. « *Depuis, on les a rarement revus devant Cater...* » Le 31 mars, le blocage des négociations par la direction entraînait la séquestration des quatre dirigeants. Une retenue rageuse,

improvisée par la base, depuis
l'intérieur du site...

SONYA FAURE, FRANÇOIS

**CARREL (à Grenoble) et
HAYDÉE SABÉLAN (à Lille)**

Tous droits réservés : Libération

1195B33483F0660985D715101309C16F96626E78307A80A1C2E78B2

Diff. 144 054 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Europe et international

Mardi 5 Mai 2009

Débats**L'Europe sociale aux abonnés absents ?**

À cinq semaines des élections au Parlement de Strasbourg, le vice-président de la Commission européenne prend la parole

sur sa vision du rôle que les Vingt-Sept peuvent jouer sur le marché du travail et de l'emploi. Née des dérèglements d'un système financier sans contrôle, la tempête économique fait désormais peser le risque d'une crise sociale dans l'Union européenne. Chaque jour, la détresse et la colère des salariés perdant leur emploi alimentent la triste chronique d'une crise globale qui frappe avec violence l'économie réelle et les personnes. Plus de 3 millions d'emplois pourraient disparaître en Europe en 2009.

Face à cette situation très préoccupante, que fait l'Europe et que peut-elle faire de plus ? L'Europe sociale doit-elle être le nouvel horizon de l'Union européenne ? Le sujet de l'Europe sociale sera, de manière très légitime, un des points majeurs de la campagne pour les élections européennes. Cette campagne devra éviter deux écueils et se focaliser sur un sujet majeur : la préservation de l'emploi.

Le premier écueil est de créer dans l'esprit des citoyens des attentes trop fortes sur la capacité de l'Union européenne à agir dans le domaine social. Pour l'essentiel, la compétence sociale reste du ressort des États membres et non de l'Union européenne. Et lorsque la compétence est partagée, l'unanimité est requise au niveau du Conseil des ministres européens, avec toutes les difficultés que cela entraîne pour aboutir à des décisions rapides. Pour autant, l'unanimité ne doit pas condamner l'Europe à l'immobilisme !

Deuxième écueil : s'abstenir d'expliquer aux citoyens que l'Europe sociale n'est pas aux abonnés absents, qu'elle existe très concrètement à travers de nombreux champs de l'action communautaire. L'Europe sociale, c'est avant tout la réduction des inégalités régionales, qui entraînent des inégalités entre les personnes, avec cette pierre angulaire de la solidarité européenne que sont les fonds de cohésion et le Fonds social européen. La France bénéficiera ainsi de 18,5 milliards d'euros de 2007 à 2013 pour ses territoires les moins favorisés.

L'Europe sociale, ce sont les progrès de l'intégration des populations les plus fragilisées dans le monde du travail, qui passe par la lutte contre toute forme de discrimination, fondée sur un arsenal législatif. Je pense notamment aux personnes handicapées.

L'Europe sociale, ce sont aussi les améliorations des conditions de travail. Comme commissaire aux Transports, j'ai pu faire adopter un règlement réduisant la durée maximale hebdomadaire de conduite des chauffeurs routiers de 74 heures à 56 heures. J'ai également fait ratifier par les États membres la nouvelle convention du travail maritime édictée par l'Organisation internationale du travail, afin que les marins puissent notamment bénéficier du droit à congé et de la protection des salaires. C'est le droit communautaire qui protège désormais ces travailleurs. Il faut maintenant que l'Europe concentre ses efforts sur l'enjeu crucial de l'emploi, qui cristallise à juste titre les angoisses des citoyens. L'Europe doit passer la vitesse supérieure, en ayant à l'esprit trois impératifs.

L'impératif numéro un est de préserver le capital humain, en faisant jouer tous les leviers possibles pour que le lien entre le salarié et son entreprise ou sa branche professionnelle ne soit pas rompu. La Commission européenne a créé le Fonds d'ajustement à la mondialisation, pour accompagner les salariés touchés par des restructurations liées à la globalisation et à la crise. Ce fonds, qui devrait être inscrit au budget européen, avec une dotation abondée et des procédures simplifiées, pourrait être utilisé pour le financement du chômage partiel.

Le lien entre le salarié et l'entreprise pourrait également être consolidé par le développement des groupements d'entreprise et le système du portage salarial, qui devraient bénéficier d'un cadre juridique harmonisé au niveau européen.

Le deuxième impératif est de concentrer les soutiens financiers apportés par l'Europe, notamment à travers le Fonds social européen, sur les actions de formation, qui sont à la fois le meilleur rempart contre les accidents professionnels et l'indispensable méthode pour rebondir en cas de perte d'emploi. Pourquoi ne pas réfléchir à la mise en place d'un « passeport européen de formation tout au long de la vie », qui serait un atout précieux sur le marché du travail européen ?

Faut-il encore que ce marché du travail européen, base d'opportunités d'emploi démultipliées, existe concrètement ! Ce n'est pas encore le cas, et c'est le troisième objectif que doit viser l'Union. Seulement 2 % des citoyens européens vivent et travaillent dans un autre État membre

que leur pays d'origine. C'est pourquoi il faudrait tripler les budgets des programmes Erasmus pour les étudiants et Léonard de Vinci pour les apprentis, afin que la mobilité européenne soit vraiment encouragée dès la période de formation initiale.

Il faut faire progresser considérablement la reconnaissance mutuelle des diplômes et des formations qualifiantes. L'Europe doit aussi aboutir sur le dossier de la portabilité des droits à retraite. Enfin, nous devons envisager une véritable interconnexion des agences nationales chargées de l'emploi, afin que le million d'offres proposées sur

le portail européen EURES puissent trouver preneur.

Face à la crise financière, l'Europe a su provoquer un électrochoc salutaire et entraîner le monde autour de la table du G20. Face à l'impact social de la crise économique, elle doit également être capable de provoquer un choc de confiance. L'Union européenne en sera capable en lançant, avec l'impulsion de la Commission, des idées audacieuses et en faisant preuve de volontarisme. Elle réussira en étant, beaucoup plus qu'elle ne l'est actuellement, à l'écoute des partenaires sociaux. Car c'est aussi en consolidant de manière systématique, au sein de l'entreprise,

dans chaque État membre et au niveau européen, un dialogue social constructif que nous bâtirons la communauté juste et solidaire qui est au coeur de la construction européenne, et dont la force doit plus que jamais s'exprimer dans la tourmente que nous traversons.

« La compétence sociale reste du ressort des États membres et non de l'Union (...). Pour autant, l'unanimité requise au niveau du Conseil des ministres européens ne doit pas condamner l'Europe à l'immobilisme ! »

PAR JACQUES BARROT

Tous droits réservés : Le Figaro (matin)

059AE3A388C0000B55071150FC0961D09FE27C7200B6854762E3CFB

Diff. 342 445 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Le Monde

Mardi 5 Mai 2009

Le Monde Economie

Que peuvent faire les gouvernements contre le chômage ?

Dans l'urgence, les Etats renforcent les dispositifs existants Les politiques de l'emploi traditionnelles ne sont pas aptes à affronter une crise longue

Le " G8 " intersyndical a rassemblé, le 1er mai, les huit confédérations françaises, de la CGT à SUD, unies depuis le début de la crise pour réclamer au gouvernement français d'investir plus massivement dans le social. L'inscription de 63 400 nouveaux chômeurs en mars venait d'être annoncée par le Pôle emploi.

" Entre 2007 et 2010, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE - compteront 25 millions de chômeurs de plus. Le taux de chômage pourrait atteindre 10 % dans la moyenne des pays de l'OCDE en 2010, contre 5,6 % en 2007 " , alerte Stefano Scarpetta, chef de la division d'analyse et politique de l'emploi de l'OCDE. Quelles politiques de l'emploi seraient à même d'absorber le choc ? Tout dépendra de l'ampleur avérée de la crise.

Les politiques de l'emploi sont conçues pour corriger les déséquilibres du marché, en corrélation avec les systèmes de protection sociale et avec une volonté d'intervention de l'Etat plus ou moins forte selon les pays. Elaborées en réaction à la montée du chômage d'abord conjoncturel dès les années 1930, puis structurel après le premier choc pétrolier de 1973, ces politiques se sont appuyées sur des instruments de plus en plus nombreux qui n'ont cessé d'être évalués, avec des critères redéfinis en permanence.

Les instruments utilisés depuis le début de la crise ne sont pas nouveaux. Temps partiel, grands travaux, préretraite, exonération des charges sociales, ils ont permis par le passé de maintenir un flux de créations d'emplois en période de croissance faible. Mais aujourd'hui il faut lutter contre la récession...

Que les politiques de l'emploi - souvent réformées, financièrement renforcées depuis la crise - privilégient l'aide à la recherche de l'emploi comme au Royaume-Uni et au Japon, ou une forte indemnisation des chômeurs comme en France ou en Allemagne, aucune n'est prévue pour supporter une dégradation aussi brutale du marché du travail.

La Suède en avait fait l'expérience dans les années 1990. Les politiques de subventions et d'emplois publics temporaires s'étaient révélées peu efficaces car trop coûteuses lorsque le taux de chômage a atteint 8,3 % en 1993, indique Christine Erhel, chercheuse au Centre d'économie de la Sorbonne. Elle rappelle que la Suède avait alors, avec succès, mis l'accent sur la formation, les mesures ciblées et une forte coordination avec les partenaires sociaux.

" Avoir des partenaires sociaux qui négocient conjointement la politique salariale, le droit du travail et la politique de l'emploi permet de gagner en cohérence et donc en efficacité " , explique Mme Erhel. En

Suède, le chômage avait été divisé par deux dans la seconde moitié des années 1990.

Mais " les solutions ne sont pas transposables d'un pays à l'autre. Et on ne part pas de la même base qu'en Suède, où l'intervention sur les politiques de l'emploi a toujours été forte, et où le niveau de qualification des travailleurs est plus élevé qu'ailleurs en Europe, remarque la chercheuse. Mais le parallèle est intéressant pour élaborer une politique de l'emploi en période de forte hausse de chômage, où il faut être rapidement efficace pour éviter que ceux qui perdent leur emploi ne restent trop longtemps en dehors de la vie active - travail ou formation - . La sécurisation des trajectoires professionnelles est essentielle en phase de récession. "

Les politiques de l'emploi en Suède et au Danemark se caractérisent en effet par une forte articulation entre les mesures dites " actives " (formation, incitation à l'embauche, emplois aidés ciblés) et les mesures " passives " (indemnisation). A ce titre, on peut regretter, en France, un deuxième report par les partenaires sociaux de l'entrée en vigueur (au 1er juillet 2009) de mesures de sécurisation du parcours professionnel, comme la portabilité des garanties de couverture santé complémentaire, qui aurait permis aux chômeurs de garder leur mutuelle malgré la rupture du contrat de travail. Une réforme jugée trop

coûteuse par la partie patronale dans la période actuelle.

Quels sont les leviers les plus efficaces dans ce contexte de crise ? Chercheurs, économistes, dirigeants politiques ont une réponse commune : agir vite pour limiter la hausse du chômage, cibler les mesures sur les secteurs ou les populations les plus vulnérables, fixer un horizon temporel pour éviter de créer des effets d'aubaine pour les entreprises. " *Il s'agit d'ajouter des dispositifs conjoncturels aux mesures structurelles pérennisées par la crise* " , estime Yannick L'Horty, professeur de sciences économiques à l'université d'Evry.

MESURES D'URGENCE

Face à la litanie de plans de licenciement, la plupart des pays, même les moins interventionnistes, ont pris des mesures d'urgence. Elles renforcent ou complètent les réponses automatiques que sont les mesures passives d'indemnisation du chômage ou les préretraites. Les Etats-Unis ont rallongé la durée d'indemnisation chômage, le Japon a étendu le droit à l'indemnisation à certains contrats à durée déterminée. L'Allemagne, le Canada, le Japon ont aussi adopté des mesures actives pour favoriser le travail à temps partiel. La Suède a proposé aux employeurs de reporter deux mois de cotisations sociales patronales de 2009 sur 2010.

" *Les mesures actives, habituellement mises en place en dehors des aléas de la conjoncture, sont en nette augmentation* " , note M. Scarpetta, au vu d'une enquête de l'OCDE auprès de ses trente pays membres.

Des mesures ciblées ont aussi été adoptées : aux Etats-Unis pour soutenir l'automobile, ou en France pour défendre l'emploi des jeunes. La France a abordé la crise avec un niveau de chômage des moins de 25 ans supérieur à la moyenne européenne : 19,7 % au troisième trimestre 2008, contre 18,7 % en 2007, et 15,4 % dans l'Union européenne. " *Le plan jeunes est une réponse à la crise qui ne cherche pas à créer un nouveau dispositif, mais à agir massivement en améliorant des dispositifs existants - par exemple les stages - et avec pour fil conducteur la formation dans des situations de travail réelles* " , explique René Sève, directeur général du Centre d'analyse stratégique (ex-Commissariat du Plan).

Quelque 1,28 milliard d'euros devraient ainsi être investis pour permettre l'insertion dans l'emploi de 517 000 jeunes d'ici à juin 2010.

Les critiques restent toutefois nombreuses sur le financement et l'efficacité de ces mesures d'urgence. Il est en effet probable que l'augmentation des crédits alloués ne suffisent pas. " *En France, si le coût global des exonérations de cotisations sociales patronales au voisinage du smic - "l'allègement unique dégressif" souvent appelé "allègement Fillon" - a considérablement augmenté pour dépasser aujourd'hui 1 % du PIB, le budget des dispositifs ciblés n'a en revanche cessé de baisser depuis 2000, et le 1,3 milliard d'euros mobilisé pour le plan jeunes - financé par le Fonds d'investissement social - ne corrige pas ce recul* " , observe Bernard Gomel, chercheur au Centre d'études de l'emploi.

" *En outre, la crise élargit les publics en difficulté - intérimaires, CDD... Si l'on veut investir, il faut leur ouvrir des possibilités de*

formation, ce qui reste largement à mettre en place " , souligne M. Gomel.

Au-delà des budgets des politiques de l'emploi, qui varient entre moins de 1 % du PIB dans les pays libéraux (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni) jusqu'à plus de 4 % du PIB au Danemark, la plupart des pays du G8 ont débloqué des fonds supplémentaires pour soutenir le marché du travail : les Etats-Unis et la France ont investi 8 % à 10 % de leur plan de relance dans les mesures pour l'emploi, indique l'OCDE.

Mais ces financements additionnels sont insuffisants au regard de la multiplication des demandes d'indemnisation et de l'allongement attendu de la durée du chômage, estimait Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE, qui s'exprimait fin mars devant les ministres du travail du G8 réunis à Rome.

Pour Jean-Louis Levet, directeur général de l'Institut de recherches économiques et sociales, " *le contexte de crise impose d'aller au-delà des mesures actuelles. L'Insee prévoit 300 000 destructions d'emploi dans les six mois...* "

Anne Rodier

La plupart des pays du G8 consacrent 8 % à 10 % du montant des plans de relance à leur politique de l'emploi. L'OCDE juge cet effort insuffisant

Chômage : éviter l'exclusion des plus vulnérables

Le Monde

Mardi 5 Mai 2009

Editorial - Analyses

Analyse

Le " G8 " syndical s'efforce de conjurer les risques de division

Comment faire durer l'exceptionnel ? Au lendemain d'un 1er Mai exceptionnel par son unité et son ampleur, le " G8 " syndical - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU et Solidaires - doit gagner la bataille la plus difficile, celle du temps. Il a réussi son pari du 1er Mai. En regroupant trois fois plus de manifestants qu'en 2003, en pleine fronde contre la réforme des retraites, il a réalisé un rassemblement sans précédent, à l'exception de 2002, où le 1er Mai avait d'abord été une révolte citoyenne contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

Pour le " G8 " syndical, le défi est de tenir au moins jusqu'à l'été, alors qu'il ne s'agit pas, comme en 1995 avec la réforme Juppé des régimes spéciaux de retraite, ou en 2006, avec le CPE, d'obtenir le retrait d'un projet gouvernemental. Jusqu'à présent, depuis la première mobilisation du 29 janvier, le mouvement a été géré, en bonne intelligence, avec maîtrise et sens des responsabilités - quitte à recevoir d'embarrassants compliments de la part du premier ministre, François Fillon -, par le trio de tête du " G8 " : Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT), Jean-Claude Mailly (FO), convaincus que, s'ils n'orchestraient pas la fronde contre les dégâts sociaux de la crise, la colère rimerait avec le désespoir.

Ce trio de tête incarne une nouvelle génération de syndicalistes, des " quinquas " - M. Thibault a 50 ans, M. Chérèque 53 ans, M. Mailly 56 ans -

qui ont pris, entre 1999 et 2004, la direction de centrales qui étaient toutes en crise. Chacun, avec son style, son tempérament, son histoire, sa culture, a impulsé un nouveau cours, une nouvelle pratique du syndicalisme. Aujourd'hui, ils ont à conjurer les risques de division. Faute de succès probants, la fronde peut, en répétant les manifestations, être en butte à l'usure et engendrer la lassitude des salariés.

Au sein du " G8 ", réformistes et radicaux sont parvenus à cohabiter en défendant une plate-forme commune suffisamment souple et générale pour que chacun décline ses propres revendications, d'un moratoire sur les licenciements à une hausse du smic ou une suspension du bouclier fiscal. " Il n'y a pas de Grand Soir, pas plus pour les mobilisations que pour la satisfaction de nos revendications ", a affirmé Maryse Dumas, numéro 2 de la CGT, à *L'Humanité Dimanche* du 30 avril.

La CGT réclame " l'ouverture de négociations " au niveau national, dans les entreprises et les branches. " Je ne crois pas au Grand Soir ", proclame aussi M. Chérèque dans *L'Humanité Dimanche*. Il assigne trois objectifs au " G8 " : " Plus sur l'emploi et l'accompagnement des chômeurs (...); sur le pouvoir d'achat (...); rouvrir le dialogue sur l'emploi public. " Pour M. Chérèque, l'unité syndicale est " essentielle pour exprimer un sentiment de malaise global et pour ramener des résultats concrets ". " A chaque mobilisation, il y a des "bougés" ", renchérit Mme

Dumas dans *La Nouvelle Vie ouvrière*, hebdomadaire de la CGT, du 24 avril.

Cette divergence sur les résultats - " quelques miettes à la marge ", pour Annick Coupé (SUD-Solidaires) ; " le gouvernement reste sourd à nos revendications ", pour FO - est à l'origine du clivage sur l'action au centre de la réunion du " G8 " du 4 mai. Pour M. Mailly, il s'agit de " monter d'un cran dans le rapport de forces ", avec " une grande grève public-privé de 24 heures ". FO, mal implantée dans le privé, n'a pas le culte de l'unité. Le 1er mai, elle a fait bande à part dans plusieurs villes comme Marseille et Nantes. Pour autant, elle ne fait pas un préalable d'une grève interprofessionnelle, dont ni la CGT - favorable à une " multiplication des initiatives dans les entreprises, dans les territoires, dans les professions " - ni la CFDT ne veulent. " Il serait suicidaire de sortir de l'intersyndicale ", affirme un dirigeant de FO. Solidaires, qui milite pour la grève générale, sait aussi qu'elle n'aurait pas de visibilité si elle faisait cavalier seul.

Alors que le Parti socialiste est omniprésent mais n'offre pas un débouché politique à la fronde, à gauche de la gauche les pressions s'accroissent. Dans *Politis* du 30 avril, Bernard Langlois se moque des " trois Pieds Nickelés syndicaux - le Ribouldingue de la CFDT, le Croquignol de la CGT et le Filochard de FO ". Et, avec des accents dignes de l'anarcho-syndicaliste Emile Pouget

(1860-1931) dans *Le Père peinard*, il martèle : " Seuls des mouvements durs - grève illimitée, occupation des entreprises, séquestrations de patrons, etc. - peuvent obliger, sous l'effet de la trouille, le patronat à reculer et le politique à légiférer. " Dans les entreprises en pointe dans la colère sociale, l'extrême gauche, du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot à Lutte ouvrière, déploie un activisme sans retenue.

Si, à la faveur de l'hémorragie de militants qu'a connue la CFDT après avoir soutenu la réforme des retraites,

en 2003, M. Chérèque s'est débarrassé de ses " moutons noirs ", il n'en va pas de même pour M. Thibault - qui, dans *Libération* du 30 avril, fustige les " simili syndicats " - et pour M. Mailly - qui a dénoncé le " mélange des genres " de M. Besancenot -, qui doivent compter l'un et l'autre avec leurs trotskistes. Jusqu'ici, le " G8 " a bien résisté à ces pressions, comme à la surenchère ou à la politisation. Peut-être réussira-t-il à s'accorder sur une action en mai (le 19 ?) et (ou) un samedi en juin. Mais, à l'automne, quand les suppressions d'emplois s'amplifieront, son exceptionnelle

unité survivra-t-elle à des combats livrés sans victoires ?

Michel Noblecourt

Editorialiste

Courriel :

noblecourt@lemonde.fr

Tous droits réservés : Le Monde
6399737F87E01A00F5C91CE09905D19B9C52337580E48BA70B22D8E

Diff. 367 153 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)